



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône-Alpes  
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
PORTANT SUR LA CESSATION D'EXPLOITATION  
D'UNE TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE DANS L'INSTALLATION DE STOCKAGE  
DE DÉCHETS NON DANGEREUX SITUÉE À CHATUZANGE LE GOUBET  
ET EXPLOITÉE PAR LA SOCIÉTÉ ONYX AUVERGNE-RHONE-ALPES**

**Le préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur**

- Vu** le Code de l'Environnement, notamment ses livres I et V, articles R. 181-45, R. 512-66-1, R. 512-39-1 et suivants ;
- Vu** l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et les rubriques 2510, 2515, 2517, 2760, 2791, 2921 et 3540 de cette nomenclature ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Thierry DEVIMEUX, Préfet de la Drôme ;
- Vu** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°26-2023-08-21-00004 du 21 août 2023 de délégation de signature à M. Cyril MOREAU ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-08-002 du 8 juillet 2020 portant institution de servitudes d'utilité publique au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020 portant autorisation d'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située à CHATUZANGE LE GOUBET et exploitée par la société ONYX AUVERGNE-RHONE-ALPES, en particulier, son article 1.1.1 qui précise que la société ONYX AUVERGNE-RHONE-ALPES est autorisée à exploiter une extension du casier de stockage de déchets non dangereux désigné H, puis de nouveaux casiers de stockage de déchets non dangereux désignés I et J ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2021 modifiant la date de mise en exploitation de l'extension de l'ISDND susvisée ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2021 modifiant la capacité maximale annuelle, pour l'année 2021, de l'ISDND susvisée ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 septembre 2022 portant sur l'exploitation, dans l'ISDND sus-visée, d'une unité d'épuration de biogaz avec production de biométhane réinjecté dans le réseau de distribution de gaz naturel ;
- Vu** le dossier présenté le 24 avril 2023 par la société ONYX AUVERGNE-RHONE-ALPES, portant sur la notification de cessation d'activité d'une tour aéroréfrigérante (TAR) dans l'ISDND susvisée ;

- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes du 13 juillet 2023, établi sur le dossier susvisé ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 13 juillet 2023 ;
- Vu** l'absence d'observation formulée par l'exploitant par courriel du 20 juillet 2023 ;

**Considérant** que, selon la notification transmise, les produits chimiques liés à l'exploitation de la TAR susvisé ont été soit réutilisés dans un autre centre de l'exploitant, soit pris en charge par la société BRENTAG ;

**Considérant** que l'exploitant a fourni une attestation de bonne exécution des travaux de mise en propreté et désinfection de la TAR susvisée, rédigée et signée le 14 juin 2023 par la société IGIENAIR ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Drôme ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

Il est donné acte à la société ONYX AUVERGNE-RHONE-ALPES de la cessation d'activité de la tour aéroréfrigérante (TAR) qui était exploitée dans l'ISDND sus-visée.

### Article 2

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020 susvisé est ainsi modifié :

Description de l'activité	Caractéristiques des installations	Rubriques	Classement
2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée à la rubrique 2760.3.	<b>Quantité maximale de déchets entrants du 1<sup>er</sup> janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2021 : <u>182 000 tonnes/an (*)</u></b>	2760.2	A
Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.	<b>Quantité maximale de déchets entrants à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2024 : <u>150 000 tonnes/an (*)</u></b>  <b>Quantité maximale de déchets entrants à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2043 : <u>90 000 tonnes/an (*)</u></b>  Quantité maximale journalière de déchets entrants : <u>1500 tonnes/jour.</u>  Capacité de stockage complémentaire à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2022 : <u>2 940 000 m<sup>3</sup>, soit 2 940 000 tonnes pour une densité prise égale à 1</u>	3540 (**)	A
Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.  La quantité de déchets traités étant supérieure à 10 tonnes/jour.	<b>Quantité maximale d'effluents liquides non dangereux (effluents tels que lixiviats) pouvant être traitée par l'unité de traitement : <u>50 tonnes/jour</u></b>  <b>Capacité maximale annuelle de traitement : <u>16 000 m<sup>3</sup></u></b>	2791-1	A

<p>Exploitation de carrière.</p> <p>3. Affouillements du sol lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1000 m<sup>2</sup> ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 t.</p>	<p>Sables et graviers extraits et évacués hors du site jusqu'au 31 décembre 2043 :</p> <p>- <u>3 688 000 tonnes</u> (1 844 000 m<sup>3</sup>)</p> <p>avec une limite de <u>500 000 de tonnes/an</u></p>	2510-3	A
<p>Station de transit ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m<sup>2</sup>.</p>	<p>Superficie : <u>40 000 m<sup>2</sup></u></p>	2517-1	E
<p>Broyage, concassage, criblage de produits minéraux naturels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance installée des installations étant comprise entre 40 et 200 kW.</p>		2515-1 b)	D
<p>Élimination des déchets non dangereux non inertes avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires :</p> <p>- traitement physico-chimique</p>	<p>Quantité maximale de déchets liquides non dangereux (lixiviats ou effluents similaires) pouvant être traitée : <u>50 tonnes/jour</u></p>	3531	NC
<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines, étant inférieure à 50 tonnes.</p>	<p>2 cuves aériennes de fioul domestique simple enveloppe en rétention, d'une capacité globale de 3,5 m<sup>3</sup>.</p>	4331	NC
<p>Stations-service : Installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué est inférieur à 100 m<sup>3</sup> d'essence ou 500 m<sup>3</sup> au total.</p>	<p>Volume total maximal annuel distribué de gasoil ou GNR : 300 m<sup>3</sup></p>	1435	NC
<p>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971.</p>	<p>Puissance nominale globale : <u>3,8 MW</u></p> <p>Dans la mesure où les moteurs de combustion du site consomment exclusivement le biogaz produit au niveau du site relevant de la rubrique 2760, ils ne sont pas à classer.</p>	2910	NC

### Article 3

Le chapitre 8.1 de l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020 susvisé, portant sur la prévention de la légionellose, est supprimé.

### Article 4

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE.

### Article 5

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de CHATUZANGE-LE-GOUBET pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de CHATUZANGE -LE-GOUBET fera connaître par procès-verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

### Article 6

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le maire de CHATUZANGE-LE-GOUBET et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Valence, le **24 AOUT 2023**

le préfet

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU